

Yvonne Knibiehler est historienne des femmes et de la maternité, Professeur émérite à l'Université d'Aix-en-Provence. Par ailleurs, elle est l'auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels " L'histoire des mères " (Hachette Pluriel, 1982), " La révolution maternelle depuis 1945 " (Ed. Perrin, 1997) " les Pères aussi ont une histoire "(Hachette, 1987), " Histoire des mères et de la maternité en occident " (Que sais-je n° 3539, 2000), " Repenser la maternité " (Panoramiques n° 40, 1999), " Maternité affaire privée, affaire publique " (Bayard, 2001).

On assiste actuellement à une surenchère dans le domaine de la procréation médicalement assistée (PMA), comme en témoigne l'histoire de cette femme de 62 ans qui, en juin 2001, est devenue mère à la suite d'une PMA dont le donneur, par ailleurs, était son frère. Que pensez-vous de ces pratiques ?

Elles sont le signe d'une évolution de notre société, dont l'audace dans le domaine des sciences et des techniques est croissante. Rien ne peut l'arrêter, sauf une résistance d'ordre moral et politique de la part des citoyens. C'est une affaire de volonté collective, mais celle-ci est à peu près inexistante : les gens n'ont pas l'air d'avoir conscience des dangers que comportent ces pratiques. Bien qu'elles soient marginales, il faudrait inventer des moyens de les empêcher, ou tout au moins les soumettre à des autorisations. Certes, il existe en France un Comité d'éthique, mais il ne peut qu'émettre des avis, il n'a pas qualité pour interdire.

La révision des lois sur la bioéthique a été repoussée à 2002, donc après les échéances électorales. Ce délai supplémentaire vous paraît-il préjudiciable ?

Non, car ces pratiques dont nous parlons sont très peu nombreuses. Je pense que ce délai supplémentaire devrait être utilisé pour réfléchir ensemble sur ces sujets, organiser des débats. Ceux qui existent actuellement, et ils sont souvent de très haut niveau, ne rencontrent pas d'écho dans les médias. C'est plutôt cela qui me préoccupe : le désintéret des journalistes pour le débat de fond sur ces questions.

Avec l'assistance médicale à la procréation, est-on dans la continuation du féminisme (" Un enfant si je veux, quand je veux "), où est-on dans une autre logique ?

Les deux. Tout ce qui va dans le sens de la satisfaction du désir des femmes peut être considéré comme une réalisation féministe. Mais en même temps, les féministes ayant considéré - à juste titre - que la maternité est essentiellement ce qui distingue les femmes des hommes, il est certain que plus on favorise la maternité (ce qui est le cas avec les PMA) et plus on accroît la différence entre les hommes et les femmes. On met en valeur la différence. Et donc, plus on compromet le rapprochement entre les deux sexes.

Le fait de vouloir un enfant à tout prix - dans l'exemple précédent c'était à n'importe quel âge - n'est-il pas suspect ? Est-ce que cela cache quelque chose ?

La contraception et la procréation médicalement assistée ont fait de l'enfant un objet, que l'on peut se procurer ou rejeter à volonté. C'est le plaisir individuel - de l'adulte ou du couple - qui est mis en avant, et non un éventuel devoir moral ou les perspectives d'éducation. L'enfant a

perdu quelque chose dans l'avènement de ces techniques et de ces libertés. Non pas que la liberté puisse jamais être mauvaise en soi; mais il faut insister aussi sur la responsabilité.

N'y a-t-il pas aussi un désir de pouvoir ?

Certes, nous ne sommes plus dans la soumission à l'autorité divine, dans la résignation de l'enfantement fatal. Le désir d'enfant est maintenant l'affirmation d'une liberté, d'une volonté délibérée, du triomphe sur la nature. Il n'y a pas de mal à cela, à condition que cette affirmation soit assortie d'une responsabilité. Il devrait y avoir une réflexion collective, relayée par les médias, sur cette notion de responsabilité - notion qui se pose également à propos de l'avortement. La liberté d'interrompre une grossesse est une liberté fondamentale, une conquête des femmes qu'il ne faut en aucun cas remettre en cause. Mais on ne se pose pas suffisamment la question de savoir pourquoi les femmes demandent à avorter. La non-responsabilité de l'homme est souvent en cause, de même que celle de la société qui ne procure pas aux femmes les moyens dont elles auraient besoin pour élever des enfants. Souvent, une femme ne peut pas faire autrement que d'avorter. Mais ne pas pouvoir faire autrement, est-ce vraiment une liberté ?

Il en est de même pour les procréations assistées : d'un côté on nous dit qu'il y a 6 milliards d'être humains sur la planète. Faut-il, sans réfléchir, augmenter ce nombre ? En même temps, aucun état européen n'est capable d'indiquer précisément aux femmes et aux couples le nombre d'enfants qu'il est souhaitable de mettre au monde.

La législation en matière de procréation médicalement assistée est très variable d'un pays à l'autre. La Grande-Bretagne, qui est le pays le plus libéral d'Europe dans ce domaine, autorise l'insémination et le transfert post-mortem d'embryons conçus in vitro. Vous paraît-il nécessaire d'harmoniser les pratiques des différents pays ?

Bien entendu, car les effets d'une législation répressive sont annulés s'il suffit de passer la frontière pour obtenir ce que l'on veut. D'ailleurs, cette femme devenue mère à 62 ans était française et elle est allée se faire inséminer aux Etats-Unis. Pour éviter cela, il faut qu'il y ait une volonté au plan mondial ; on ne doit pas limiter les débats sur ces sujets aux nations, ni même à l'Europe. L'espèce humaine toute entière est engagée, mais bien peu de personnes en ont conscience.

A travers les dossiers litigieux et très douloureux que reçoit le Défenseur des enfants, dans lesquels les enfants ont souvent le rôle d'otages, on s'interroge sur les motivations des couples. Quelles sont-elles ? Hommes et femmes ont-ils les mêmes motivations à procréer ?

Non, leurs motivations sont différentes. Les hommes pensent davantage à leur relation à la femme qu'à la procréation, en tout cas ils y pensent plus tardivement que les femmes. Celles-ci, en revanche, y pensent beaucoup plus tôt. Selon de nombreuses enquêtes, elles ressentent le désir de maternité comme un prolongement de leur relation à un homme : elles jugent celui-ci en tant que père éventuel. L'homme n'a pas la même démarche, en tout cas pas au même moment de la relation.

Cette différence de comportement n'est-elle pas due à notre éducation, à notre culture ?

Il est impossible de distinguer le poids de la culture de celui de la nature. Au-delà d'un certain stade, la culture devient une seconde nature. On ne peut pas déterminer le rôle que jouent les

hormones sur le psychisme puisque tout le psychisme passe par la culture. Le débat entre l'inné et l'acquis n'a plus de raison d'être. Tout est acquis, mais sur des bases biologiques. Quant à savoir pourquoi on fait des enfants à l'heure actuelle, c'est une question difficile. Autrefois, on ne demandait pas à une femme si elle voulait ou non un enfant - l'ange Gabriel a annoncé à la Vierge Marie qu'elle allait être mère, sans lui demander son avis. On avait des enfants par la volonté divine. L'espèce humaine, comme toutes les espèces, devait se renouveler.

Maintenant, avec la contraception, nous avons le choix. Mais cela signifie qu'il faut prendre une décision. Celle-ci peut être basée sur le désir de transmettre un héritage ou un commerce, de prolonger une lignée, etc.. Il semble que la femme dont nous parlions soit devenue mère à 62 ans pour des questions d'héritage et de lignage notamment. Ces raisons sont fréquentes. Mais celle qui, actuellement, prend le pas sur les autres, c'est le désir de gratification affective. Autrefois en Occident, l'affectivité était fréquemment piétinée ; on mariait les jeunes pour des raisons économiques sans leur demander leur avis, on faisait élever les bébés par des nourrices ou des gouvernantes parce que l'on avait des choses plus importantes à faire. L'affectivité était sacrifiée. La liberté individuelle que nous avons acquise, notamment grâce à la contraception, permet maintenant à l'affectivité de prendre sa revanche.

Qu'est-ce qui fonde un couple ? Est-ce le fait de vivre à deux, ou le fait d'avoir ou de vouloir des enfants ?

Le couple est une notion qui s'affirme au XXe siècle, précisément avec l'avènement de la contraception moderne. Tant qu'ils étaient voués à l'enfantement, hommes et femmes s'affirmaient beaucoup moins comme couple que comme parents. A mesure que l'on peut éviter d'avoir des enfants, la notion de couple se précise et de multiples questions se posent : devons-nous vivre ensemble ? Pourquoi restons-nous ensemble ? Jusqu'à quand ? Devons-nous être fidèles ? Le couple est une invention du XXe siècle. C'est une invention fragile qui est en évolution, en construction, et elle le restera peut-être indéfiniment.

Avec la modification des lois sur la famille (réforme de l'autorité parentale, congé de paternité de deux semaines), la société s'apprête à faire une plus grande place aux pères. Est-ce une bonne chose ?

Bien sûr, il s'agit là d'un rééquilibrage est tout à fait souhaitable. Tout au long de notre histoire, les pères étaient présents au foyer : les artisans et les agriculteurs ont toujours travaillé chez eux et en famille. De par leur présence, ils contribuaient à l'éducation des enfants. C'est la société industrielle du XIXe siècle qui a envoyé les hommes travailler dans des usines et dans des bureaux, et les a donc séparés de leurs enfants. Nous sommes en train d'essayer de reconstruire la relation père-enfant qui a été malmenée pendant environ deux siècles.

Néanmoins, il faut se garder d'aller trop loin et d'identifier la fonction paternelle à la fonction maternelle. Les psychologues le disent : il ne doit pas y avoir assimilation, confusion des rôles. Ce n'est bon ni pour les enfants, ni pour les parents. Une femme n'est pas mère de la même façon qu'un homme est père. Cette différence les construit l'un et l'autre, l'un face à l'autre. Cependant, le débat sur le " respect à la différence " n'est pas clos, car respecter la différence, cela ne veut pas dire enfermer la femme au foyer en la privant de tout épanouissement professionnel. De même, les hommes ont des qualités qui peuvent s'exprimer à travers la paternité. Il faut donc apporter des nuances, trouver des orientations nouvelles, sans légiférer de façon autoritaire. Mais il faut aussi garder présent à l'esprit que si les femmes

ont besoin de davantage de congés que les hommes, cela ne doit pas nuire à leur carrière professionnelle.

Sait-on si les enfants nés d'une PMA ont davantage de problèmes d'identité que la moyenne des enfants conçus " normalement " ?

Je ne pense pas qu'il y ait déjà eu des études sur ce sujet, car il est trop tôt pour le savoir. En effet, ce qui relève de la filiation ne s'exprime le plus souvent qu'au moment de la filiation suivante. Les troubles, s'il y en a, pourront n'apparaître qu'un moment où l'enfant deviendra lui-même parent. Il faut donc attendre la génération suivante, et peut-être même la suivante encore. On sait qu'il faut parfois deux générations pour faire un psychotique. Donc, en ce qui concerne les PMA qui datent des années quatre-vingts, nous n'avons pas suffisamment de recul.

Et pour les enfants adoptés ?

Il semble, sans que l'on puisse encore le prouver, qu'au moment de l'adolescence il y ait davantage de difficultés (fugues et tentatives de suicides) chez les enfants adoptés que chez les autres, surtout dans les cas d'adoption internationale. Ces enfants reprochent parfois à leurs parents adoptifs d'avoir modifié le cours de leur destin, sans qu'ils aient eu la possibilité de donner leur avis. Mais il faut se garder de généraliser, et heureusement, il y a plus de réussites que d'échecs dans l'adoption. Mais le bien contient souvent une part de mal qui se révèle plus tard.

Qu'est-ce qui, selon vous, distingue les candidats à l'adoption des candidats à la PMA ? Les uns ont-ils fait le deuil de leur stérilité et les autres non ?

Je ne suis pas psychologue, mais je pense qu'effectivement, ceux des candidats à l'adoption qui sont stériles ont fait le deuil de leur stérilité. Néanmoins, cela n'est pas simple pour autant, comme le montre bien Dominique Grange* dans ses livres. Pour avoir vécu les deux, elle connaît aussi bien les difficultés de la PMA que celles de l'adoption. Son expérience est donc particulièrement intéressante.

Diriez-vous que les femmes ont porté la vie privée sur la place publique ?

Les questions de procréation intéressent davantage les femmes que les hommes. La loi sur la parité, qui permet aux femmes de s'investir davantage dans les responsabilités sociales et politiques, devrait aussi les inviter à organiser des débats sur ces sujets. Les hommes en prennent rarement l'initiative car ces sujets leur semblent être l'affaire des femmes. Il va y avoir de plus en plus d'élues, alors il faut que les femmes s'adressent à elles pour lancer les débats. Les femmes doivent se conduire comme des citoyennes actives et responsables, et cesser de s'en remettre aux conseils et aux initiatives masculines.

* " Victor, l'enfant qui refusait d'être adopté " (Ed. Stock, 1993), " Je t'ai trouvé au bout du monde " (Ed. Stock, 1987), " L'enfant derrière la vitre " (Ed. Encre, 1985).